

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Echanges et débats ouverts après la désignation de Ségolène Royal (IV)

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : lundi 27 novembre 2006

Démocratie & Socialisme

Le Parti Socialiste est-il devenu un parti de droite ?

C'est la thèse d'un certain nombre de camarades s'exprimant sur le site de FM-DS. Pour eux, la désignation de Ségolène Royal par les adhérents du Parti Socialiste signifie que ce parti serait devenu un parti de droite. Cela me paraît totalement erroné : comment le principal parti de la gauche aurait-il pu se transformer en un parti de droite en une nuit alors que la société allait en sens contraire depuis 2002 ? Car c'est bien vers la gauche que se dirige la société française. Bien sûr, pas unilatéralement et avec de multiples contradictions, mais la tendance est là : il suffit d'observer.

Déjà en 2002, les électeurs de gauche et de l'extrême gauche étaient plus nombreux qu'en 1997. Simplement, avec 10 % des suffrages pour Arlette Laguiller et Olivier Besancenot, le centre de gravité de la gauche s'était déplacé vers la gauche.

En 2003, des millions de personnes sont descendues dans la rue et ont mené une lutte de plusieurs mois contre la mise à mal de nos retraites par répartition. Le lâchage du mouvement ascendant par la direction de la CFDT n'avait pas réussi à entamer la mobilisation. Le 25 mai 2003, la mobilisation nationale à Paris dépassait le million de manifestants. Le 13 mai 1968 et en janvier 1994, les organisateurs avaient annoncé 1 millions de manifestants. Avec le même système de comptabilisation, les 5 cortèges parisiens qui convergeaient dépassaient largement le million de manifestants. Mais les directions syndicales (qui connaissent la symbolique des chiffres et voulaient différer l'affrontement) ont annoncé 600 000 manifestants seulement. Avec l'annonce d'un million de manifestants, la mobilisation serait repartie de plus belle, l'annonce de 600 000 a cassé le mouvement et Fillon a pu faire voter sa loi.

En 2004, la droite subissait trois défaites électorales écrasantes : aux Régionales, aux Européennes et même aux cantonales où les enjeux locaux pèsent pourtant d'un autre poids.

En 2005, la victoire du « non » au référendum (65 % des électeurs de gauche et 60 % des électeurs du PS avaient voté « non ») montrait de nouveau que l'opposition au libéralisme était majoritaire à gauche.

En 2006, la mobilisation de la jeunesse et des salariés obligeait de Villepin à retirer le CPE. La différence avec la mobilisation de 2003 était triple. D'abord, la direction du principal syndicat étudiant (l'Unef) avait la volonté de gagner et a su organiser démocratiquement la jeunesse étudiante pour en faire le fer de lance intransigeant de la mobilisation. Ensuite, la direction de la CGT avait conscience de la signification d'une nouvelle défaite du mouvement social pour l'existence même du contrat de travail. Enfin, la proximité des élections de 2007 aiguisait les contradictions au sein de la droite et la rendait plus vulnérables. Dans ces conditions, la direction de la CFDT elle-même n'a pas pu quitter le mouvement...

En réalité, les camarades qui considèrent que le Parti Socialiste est devenu un parti de droite confondent le parti lui-même et l'appareil du parti. C'est pourtant un cas de figure classique de voir les appareils aller à droite quand les « masses » vont à gauche.

Que s'est-il passé d'autre en 1968 lorsque l'appareil du PCF (malgré toutes les contradictions à la base du parti) a volé au secours de la Vème République en faisant tout pour arrêter la grève générale et la circonscrire à des revendications qui ne soient que sociales ?

A la Libération, l'appareil du PCF avait cassé le mouvement de grève. Son dirigeant, Maurice Thorez (allié en cela à la direction de la SFIO) avait alors asséné que la grève était « l'arme des trusts ».

Quant au Front Populaire de 1936, il avait pour objectif de canaliser la montée impétueuse de la combativité ouvrière en réalisant l'unité de deux partis de gauche (le PCF et la SFIO) avec un parti de droite, le Parti Radical, sur les bases programmatiques de ce dernier parti. Ni les 40 heures, ni les congés payés ne figuraient dans ce programme. C'est la grève générale de juin 1936, encouragée par la victoire du Front Populaire que les salariés ont considéré comme leur victoire, qui a imposé ces mesures.

C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui, la société française va vers la gauche mais l'appareil du principal parti de gauche, le Parti Socialiste, va vers la droite.

Pourquoi Ségolène Royal l'a-t-elle emporté ?

Ségolène Royal l'a emporté sur Laurent Fabius. Pourtant, ce dernier proposait un certain nombre de mesures (augmentation de 100 euros du Smic, renationalisation d'EDF...) qui étaient beaucoup plus conformes aux aspirations de la société. Pourquoi, dans ces conditions, Ségolène Royale l'a-t-elle emporté ?

La première explication tient à l'existence des institutions de la Vème République qui ont pesé très lourd dans le débat interne du PS. L'élection présidentielle permet une personnalisation à l'extrême de la politique. C'est là une différence essentielle avec le vote pour le TCE : autant il était difficile de personnaliser le vote pour la Constitution européenne, autant il était facile pour les médias de personnaliser le choix d'un candidat à la présidentielle. Et ils ne s'en sont pas privés, avec la même absence de vergogne que lorsqu'ils faisaient campagne pour le oui mais avec beaucoup plus de succès.

La deuxième explication tient à l'évolution des débats au sein même du Parti Socialiste où la synthèse du Mans et l'adoption du projet socialiste ont ouvert un boulevard à la candidature de Ségolène Royal.

Lors du référendum interne, le « non » avait obtenu 42 % des suffrages malgré d'intenses manipulations dans certaines grosses fédérations.

Lors du congrès du Mans, la Motion 1 (celle de la direction du parti) enregistrait un nouveau recul et ne recueillait que 53 % des suffrages. Mais la synthèse du Mans a cassé net la progression de la gauche du Parti Socialiste. Elle reprenait l'essentiel de la Motion 1. La motions 2 et la motion 5 (Henri Emmanuelli, Benoît Hamon, Vincent Peillon) ne pesaient qu'à la marge dans la rédaction de cette synthèse. Le débat (ou plutôt le non-débat) sur le projet parachevait cette acceptation des thèses de la Motion 1. Or, la synthèse avait été acceptée par tous les dirigeants de la gauche du Parti Socialiste, à l'exception de Marc Dolez, Gérard Filoche et Arnaud Montebourg.

Quant au projet, il a été accepté par les mêmes, à l'exception encore d'une fois de Marc Dolez et de Gérard Filoche qui s'étaient prononcé contre et de Arnaud Montebourg qui s'était abstenu et finalement l'a voté le 1er juillet...

Les dirigeants de gauche du parti disaient « notre candidat c'est le projet... » Ils ne se sont pas battus sur le projet, ils ont été battus sur le candidat...

La politique a horreur du vide. A partir du moment où les principaux dirigeants de la gauche du parti avaient renoncé à occuper le terrain, ce terrain a été occupé par la droite du parti. Le débat politique n'a eu lieu ni au Mans, ni lors de l'élaboration du projet lorsqu'il était possible de discuter sur des idées et non sur des personnes. Le débat a eu lieu sur le plus mauvais terrain possible pour la gauche du parti : celui de la désignation du candidat à la présidentielle, là où le débat d'idées est le plus difficile et la personnalisation du débat la plus facile.

La troisième cause de la victoire de Ségolène Royal tient au vide politique béant apparu lors de la bataille contre le CPE. Tout au long de cette bataille, les dirigeants du Parti Socialiste se sont refusés à appeler à des élections législatives anticipées alors que ce problème était objectivement posé par la mobilisation de plus en plus massive confrontée à l'illégitimité de plus en plus flagrante du gouvernement. Pire, à maintes reprises, François Hollande s'est porté au secours des institutions de la Vème République en affirmant que le problème du pouvoir n'était pas posé et qu'il fallait attendre les échéances institutionnelles. Et comme la politique a toujours horreur du vide, ce vide qui n'avait pas été comblé par les dirigeants de la gauche du parti (à l'exception, une nouvelle fois de Marc Dolez, de Gérard Filoche mais aussi de Jean-Luc Mélenchon), les médias se sont empressés de le combler dans le sens qui leur convenait le mieux : quatre grands hebdomadaires ont alors fait leur couverture avec une photographie de Ségolène Royal.

La quatrième cause trouve son origine dans l'image de Laurent Fabius qui n'a pas non plus été étrangère à la victoire de Ségolène Royal. Certes, Laurent Fabius avait eu le courage politique de se prononcer pour le « non » lors du référendum de 2005 et avançait un certain nombre de mesures sociales qui répondaient aux aspirations du salariat. Mais l'image de Laurent Fabius, Premier ministre en 2004 ou ministre des Finances de Lionel Jospin n'avait pas disparu. Je me rappelle de la réponse d'un camarade d'une trentaine d'années à mon intervention en défense de la candidature de Laurent Fabius. « J'habite dans le quartier nord et lorsque les gens entendent dire que Fabius va augmenter le Smic et 100 euros, ils rigolent et affirment aussitôt qu'ils nous en reprendra 70 de l'autre main ». C'était injuste mais ne faisons donc pas comme si c'était deux conceptions chimiquement pures de la politique qui s'étaient affrontées dans le Parti Socialiste. Là aussi, les institutions de la Vème République ont pesé de tout leur poids et l'image qui restait collée à Laurent Fabius a pesé dans le débat.

La cinquième cause de la victoire de Ségolène Royal est liée à la volonté de nombreux adhérents du Parti Socialiste de gagner en 2007 et de changer la politique. Nous savons que le programme politique de Ségolène Royal (tel qu'il est aujourd'hui) rendra plus difficile qu'avec celui de Laurent Fabius le rassemblement des électeurs socialistes au 1er tour de l'élection présidentielle et le rassemblement de la gauche au second tour. Nous savons également que Ségolène Royal donne l'apparence du changement politique pour surtout ne rien changer : ni les institutions de la Vème République, ni la main mise de l'appareil du PS (avec quelques éléphanteaux supplémentaires...) sur le Parti Socialiste. Mais l'important est que les adhérents du PS y aient cru. Tous les débats avec les adhérents l'attestent. Les médias leur ont répété que Ségolène Royal était la mieux placée pour battre Sarkozy. Les adhérents y ont cru. C'est tout à fait regrettable mais c'est ainsi et il ne faut pas confondre cette volonté de battre la droite et de changer la politique avec l'acceptation des 35 heures pour les enseignants, l'encadrement militaire de certains jeunes ou l'abandon de la carte scolaire. Il faut d'ailleurs remarquer que, très rapidement, sous la pression du débat dans le Parti Socialiste, Ségolène Royal a été amenée à modifier ces propositions.

Des camarades ont avancé une autre explication, celle de la transformation de la nature du Parti par les « adhérents à 20 euros ». Cette explication n'est pas convaincante. C'est une vue par trop « parisienne » de la situation où ces adhésions ont surtout renforcé la droite du parti et notamment DSK. Il n'en va pas de même en province où les nouveaux adhérents ont très souvent voté comme les anciens adhérents. Dans de nombreuses sections où la gauche du parti l'avait largement emporté lors du congrès du Mans et où il y avait peu de nouveaux adhérents, Ségolène Royal l'a largement emporté le 16 novembre. Cette explication est même gênante. Quel membre du Parti Socialiste peut être contre le renforcement de son propre parti ? François Hollande souhaite que 100 000 nouveaux adhérents rejoignent le Parti Socialiste. Il a raison et nous devons nous apprêter à les accueillir plutôt qu'à faire la fine bouche.

Le vote pour la candidature de Ségolène Royale est contradictoire

Ce serait, à mon avis, une grave erreur de confondre l'appareil du Parti Socialiste et le parti lui-même.

D'un côté, la victoire de Ségolène Royal est une victoire de l'appareil du parti.

Je suis, d'ailleurs, étonné quand je lis des camarades qui se posent la question de savoir si l'appareil du Parti Socialiste ne chercherait pas à mener une politique blairiste, à préserver la Vème République et à nous amarrer solidement au char de l'Europe libérale. Je ne comprends pas qu'ils se posent cette question : ce sont bien sûr là les objectifs de l'appareil. Il suffit de lire la Motion Hollande, la synthèse du Mans ou l'argumentaire du « oui de gauche » pour en être convaincu. Mais ce n'est pas parce que l'appareil a ces objectifs qu'il pourra les atteindre.

Car, d'un autre côté, la victoire Ségolène Royale est aussi, nous l'avons vu, la manifestation d'une profonde aspiration à battre la droite et à changer la politique. Faire comme si cette aspiration n'existait pas ou nous opposer à elle serait, à mon avis, un grave contresens.

Le PS est aujourd'hui le seul parti capable de battre la droite

Les électeurs de gauche ne veulent pas d'un nouveau 21 avril 2002. Ils ont fait l'expérience concrète d'un aspect décisif de la Constitution de la Vème République : elle ne permet pas que figure au 2ème tour de l'élection présidentielle trois, voire quatre candidats (par exemple tous ceux qui auraient recueilli plus de 10% des suffrages) mais uniquement les deux candidats arrivés en tête au 1er tour. Entre le savoir théoriquement et l'avoir expérimenté concrètement, la différence est de taille.

Elle implique une pression considérable pour le « vote utile », celui qui permettra à la gauche d'être présente au second tour de la présidentielle.

Les électeurs de gauche ne veulent pas, en effet, supporter cinq ans de plus la droite au pouvoir. Des dizaines de fois, j'ai entendu des adhérents du Parti Socialiste, des syndicalistes, des salariés me dire, sous une forme ou sous une autre : « Il y a peut-être des gens qui peuvent vivre sous la droite, moi je ne peux pas me payer ce luxe ». Ces électeurs s'emparent, comme à chaque fois dans l'histoire, de l'instrument qui leur paraît le plus apte à battre la droite. Et aujourd'hui, ils considèrent que c'est le Parti Socialiste. L'expérience a servi de leçon : après Lionel Jospin ils ont eu Jacques Chirac et ils ont pu faire la différence. Ils ont pu expérimenter qu'« avec la gauche on était peut-être loin d'avoir tout ce qu'on voulait, mais qu'avec la droite on avait vraiment tout ce que l'on ne voulait pas... » Qui ne comprend pas, en effet, ce que signifierait la victoire de la droite (Sarkozy ou un autre) pour la Sécurité sociale, les retraites, la précarité, l'emploi, le pouvoir d'achat, les services publics, la laïcité ? Sarkozy (ou tout autre représentant de la droite) avec les mains libres pendant cinq ans : comment ne pas comprendre la démoralisation qu'une victoire de la droite ferait tomber sur le salariat et ce qui s'en suivrait ?

Deux éléments permettent d'étayer l'affirmation que c'est bien le choix d'utiliser le Parti Socialiste pour battre la droite qui a été fait par une majorité d'électeurs de gauche.

Tout d'abord, les électeurs de gauche ont fait le choix du Parti Socialiste pour battre la droite dès les élections de 2004. Certes le programme du Parti Socialiste aux Européennes était nettement marqué à gauche : Smic européen, 35 heures... Mais les électeurs savaient bien qu'il ne serait pas (c'est le moins que le puisse dire) immédiatement applicable. Ce qu'ils voulaient avant tout c'était infliger une correction à la droite. C'était encore plus vrai aux régionales de la même année. La plupart des électeurs ne distinguent pas, en effet, les attributions d'un Conseil Régional ou d'un Conseil Général, ils n'ont donc pas voté en fonction d'un programme (un peu à gauche, mais sans plus...) mais parce qu'ils considéraient que le Parti Socialiste était le meilleur instrument pour marquer leur opposition à la politique de la droite. En deux ans, le Parti Socialiste avait à peu près doublé le nombre de ses voix et avait regagné une partie du terrain perdu chez les ouvriers, les employés et les enseignants (-ce qu'oublie délibérément Emmanuel Todd dans son article de Libération du 24 novembre) Ce n'est pas le PCF, la LCR ou LO que les

électeurs avaient choisi pour battre la droite mais le PS : c'est un fait, pas une simple supposition. Pourtant, dans une élection sans enjeu en termes de pouvoir central, le « vote utile » pesait beaucoup moins que pour une élection présidentielle.

Le vote de 60 % des électeurs du Parti Socialiste pour le « non » au référendum du 29 mai 2005 n'a pas, ensuite, empêché le choix d'une candidate qui avait (avec ardeur !) soutenu le « oui ». Ce vote n'a pas été aussi structurant que nous le pensions lorsqu'il s'est agi de désigner le ou la candidat(e) du Parti Socialiste. D'abord à cause de la synthèse et du projet qui ont désarmé le débat sur ce sujet. De très nombreux adhérents (nouveaux et anciens) qui avaient voté « non » ont voté pour Ségolène Royal. Ce qui l'a emporté, c'est la volonté de battre la droite. Et du point de vue (qui n'est pas le mien...) de ceux qui estimaient que Ségolène Royal était la mieux à même de battre la droite, il n'y avait pas d'incohérence. D'abord parce que le débat européen était pour eux - à tort certes - relégué au second plan. Ensuite parce qu'ils estimaient qu'une victoire de Sarkozy en France ne ferait pas vraiment progresser l'Europe sociale...

Lors du débat sur le choix du candidat, nous défendions l'idée que les sondages qui donnaient 12 % des voix à Laurent Fabius ne correspondaient pas à la réalité car les sondeurs posaient leurs questions aux « sympathisants » et non aux « adhérents » du PS. Force est de reconnaître que ces sondages n'étaient sans doute pas à côté de la plaque et qu'il est tout à fait vraisemblable que les sympathisants encore plus que les adhérents souhaitaient la désignation de Ségolène Royal qui leur paraissait la mieux placée pour battre la droite.

Les collectifs anti-libéraux

Il serait positif qu'ils puissent s'unir derrière une candidature commune. Mais ce sera difficile. Chacun des petits appareils de « la gauche de la gauche » a son candidat à la candidature. Arlette Laguiller comme Olivier Besancenot ont déjà annoncé qu'ils se présenteraient et il est difficile de penser, en fonction même de ses rapports de forces internes, que le PCF pourrait renoncer à présenter Marie Georges Buffet. Car là aussi les institutions de la Vème République font des ravages, entraînant la personnalisation de la politique et la dépolitisation des personnes.

C'est regrettable car une force de 10 ou 15 % des électeurs serait la bienvenue au second tour pour battre la droite et éviter la tentation pour la candidate du PS de rechercher le soutien de François Bayrou. Non seulement, en effet, un tel soutien mettrait la gauche à la remorque de la droite (camouflée sous le nom de « centre » mais poursuivant les mêmes objectifs que la droite avec le même type de base sociale) mais elle lui ferait perdre à gauche deux fois plus de voix qu'elle ne lui en ferait gagner à droite.

Encore faudrait-il qu'un accord de désistement réciproque entre le candidat unitaire des collectifs et la candidate du Parti Socialiste puisse voir le jour. Voilà, en tous les cas, une bataille que nous pouvons mener, là où nous sommes, c'est-à-dire au Parti Socialiste. Elle sera d'autant plus facilitée que les collectifs anti-libéraux auront su se mettre d'accord sur une candidature commune.

Il est pour autant très difficile d'envisager qu'un candidat (même unitaire) des « anti-libéraux » puisse être présent au 2ème tour. Il ne faut pas, en effet, confondre les rassemblements militants (comme celui de Montpellier) et le vote des électeurs. Il n'est bien sûr pas possible de totalement exclure cette hypothèse, notamment si la candidature de Ségolène Royal ne s'épargnait pas quelques erreurs monumentales ou si elle s'obstinait à s'opposer à la polarisation gauche/droite et cherchait à imposer une forme quelconque d'« union nationale ». Mais c'est loin d'être le plus probable et, en l'occurrence, comme la plupart des électeurs de gauche, je préfère faire campagne pour la candidate qui a le plus de chances de battre la droite.

Des camarades avancent l'exemple des Pays-Bas pour démontrer la possibilité pour « la gauche de la gauche »

d'arriver en tête au 1er tour de l'élection présidentielle. Aux Pays-Bas, en effet, le « non » l'avait aussi emporté en 2005. Et, lors des élections législatives qui viennent d'avoir lieu, les anti-libéraux ont obtenu 26 sièges alors que les Sociaux-démocrates n'en obtenaient que 32. Il faut, d'abord, remarquer que les anti-libéraux ont obtenu moins de sièges que les sociaux-démocrates et qu'ils sont donc arrivés après eux. Il faut remarquer aussi que les institutions néerlandaises ont (du point de vue de la possibilité pour les « anti-libéraux » d'arriver en tête au 1er tour de l'élection présidentielle) deux différences essentielles avec celles de la Vème République. La 1ère différence est qu'il s'agit d'un régime parlementaire, qu'il n'y a pas d'élection du Président de la République au suffrage universel mais des élections législatives qui permettent de désigner le Premier ministre qui dirigera le gouvernement. Certes, les Pays-Bas n'échappent pas à une personnalisation certaine de la politique mais des élections législatives, concernant 150 députés entraîne forcément une meilleure prise en compte des programmes politiques. La 2ème différence est qu'il s'agit d'élections à la proportionnelles. Or, dans de telles élections, il n'y a pas de vote « utile », pas de couperet qui interdirait à la gauche d'être présente au second tour puisqu'il n'y a pas de second tour. De nombreux électeurs ont donc porté leurs suffrages sur le parti anti-libéral sans avoir à se poser la question de savoir si leur vote serait « utile » ou « inutile ». La Constitution de la Vème République ne permet pas d'éviter de se poser cette question, surtout après le 21 avril 2002.

Un monde sans Sarkozy, sans Le Pen et sans le Medef ?

Je suis étonné par les camarades qui ne semblent distinguer dans la réalité que Ségolène Royal et nous. Ce n'est pas le vrai monde ; dans le vrai monde, il y a aussi Sarkozy, Le Pen et le Medef. Il faut donc y regarder à deux fois avant de tirer sur son propre camp au risque de faire gagner Sarkozy et le Medef et de laisser Le Pen s'imposer au second tour.

D'autres camarades nous disent que le risque serait celui d'un gouvernement Blair avant un gouvernement Thatcher. Ce risque est à mon avis minime. Alors qu'en cas d'une victoire de la droite, un gouvernement à la Thatcher serait quasi inévitable. La politique de Blair et du New Labour n'a, en effet, été possible que parce que, au préalable, Thatcher avait démoralisé et atomisé le salariat après la défaite de la grève des mineurs au milieu des années 1980. Blair n'a pas interdit le droit de grève, il s'est contenté de ne pas le rétablir.

La volonté d'une Ségolène Royal victorieuse d'imposer un programme blairiste se heurterait d'emblée aux rapports de forces sociaux issus des mobilisations sociales de 2003 et de 2006 et aux exigences suscitées par la victoire de la gauche. Non seulement le mouvement social ne serait pas atomisé comme au Royaume-Uni mais il aurait enfin trouvé un débouché politique aux énormes mobilisations de 2003 et 2006. Vouloir dans ces conditions imposer une politique blairiste susciterait (c'est de loin le plus probable) des mobilisations autrement plus puissantes que celles des enseignants contre Allègre.

A l'inverse, la victoire de la droite permettrait à cette dernière d'imposer une politique à la Thatcher et lorsque la gauche reprendrait le pouvoir, c'est alors que l'appareil du (nouveau) Parti Socialiste aurait la possibilité d'imposer une politique blairiste à un salariat démoralisé par dix ou quinze ans de Thatchérisme. N'est-ce pas, d'ailleurs, ce qui s'est passé au Royaume Uni ?

L'hypothèse que la droite fasse l'impasse sur l'élection de 2007 ne me paraît pas non plus très crédible. Pourquoi le ferait-elle ? La bourgeoisie estimerait-elle une explosion sociale plus probable en cas de victoire de la droite qu'en cas de victoire de la gauche ? Cela serait étonnant pour les raisons invoquées plus haut. S'il y a aujourd'hui débat au sein de l'UMP sur l'opportunité de la candidature Sarkozy c'est pour de toutes autres raisons. D'abord parce que Chirac a quelques comptes à régler avec Sarkozy. Ensuite, et surtout, parce que la droite et la bourgeoisie se rendent compte que le profil que s'est donné Sarkozy (« la rupture ») peut effrayer nombre d'électeurs. Ils n'ont aucune divergence sur la finalité : la victoire de la droite et la mise en oeuvre d'une politique thatchérienne. Ils se demandent, par contre, s'il ne serait pas mieux de mettre en avant un candidat qui apparaissent moins « agité », plus

rassurant.

Quelle campagne mener lors de la présidentielle de 2007 ?

Ségolène Royal n'est bien sûr pas la candidate que nous souhaitions. Il ne s'agit pas de se « rallier » à sa candidature mais de prendre acte qu'elle est maintenant la candidate du Parti Socialiste et d'en tirer les conséquences dans un monde où existent aussi Sarkozy, Le Pen et le Medef.

J'entends des camarades dire : il faut poser nos conditions au soutien à la campagne de Ségolène Royal. Cela me paraît aussi judicieux que le pari de Pascal. Car qui écouterait nos conditions ? Ségolène Royal avec ces 62 % de voix ? Elle n'a même pas encore (au moment où sont écrites ces lignes) pris contact avec DSK et Laurent Fabius...

Poser nos conditions me paraît donc tout à fait irréaliste. Je pense que nous devons faire campagne pour battre la droite et donc pour la seule candidate qui ait vraiment des chances d'y arriver, en dépit de son programme.

Pierre Ruscassie a trouvé la formule « juste » pour exprimer cette façon de procéder : il ne s'agit pas de faire la campagne de Ségolène Royal mais de faire campagne pour Ségolène Royal, ce qui n'est pas la même chose.

D'ailleurs, si Laurent Fabius avait été désigné comme candidat du Parti Socialiste, aurions-nous été dans une situation totalement différente ? Certes, nous aurions pu mettre l'accent sur un certain nombre de mesures (augmentation de 100 euro immédiatement du Smic, défense intransigeante de la laïcité, renationalisation d'EDF et sans doute de GDF...) qui allaient dans le sens des aspirations populaires. Mais sur bien d'autres points (les retraites, l'assurance-maladie, le référendum sur une nouvelle Constitution européenne laissant intactes les parties I et II, le maintien des institutions de la Vème République...) nous aurions été amenés à faire campagne pour Laurent Fabius, en partie aussi, en dépit de son programme. Sur tous les points cités, il reprenait, en effet, le projet du Parti Socialiste et nous avions voté contre ce projet.

C'est bien parce que nous pensions que la victoire de la gauche serait plus facile avec le programme de Laurent Fabius mais aussi parce que nous escomptions qu'en cas de victoire de la gauche il serait possible, grâce à la mobilisation sociale, d'aller bien au-delà du projet du Parti Socialiste que nous soutenions la candidature de Laurent Fabius. En tous les cas, c'était dans cette optique que je le faisais.

La situation n'est pas totalement différente avec Ségolène Royal, elle est simplement plus difficile : il faut la soutenir en dépit de son programme pour que le mouvement social, dopé par une victoire de la gauche, puisse aller bien au-delà de ce programme.

Peser sur le contenu du programme de Ségolène Royal ? Il faudra, en effet, tout faire pour améliorer le contenu de ce programme. Ségolène Royal propose des débats participatifs pour élaborer les mesures qu'elle proposera aux Français. Sans doute devrions-nous y participer pour tenter d'éviter que l'enrichissement de son programme ne se limite pas à utiliser « vie chère » plutôt que « pouvoir d'achat ». Mais, je n'ai personnellement pas beaucoup d'illusions à ce sujet. Les « gens » parleront peut-être, mais c'est Ségolène Royal et son équipe qui feront le tri...

Lors de la campagne pour Lionel Jospin en 2002, nous (D&S) avons été confrontés à un problème similaire. Il n'y avait, en effet, pas grand-chose de socialiste dans le programme de Lionel Jospin. Il ne s'en était d'ailleurs pas caché !

Nous avons alors décortiqué le programme de la droite et montré en quoi il s'opposait frontalement aux intérêts du

salariat. Cela devrait être plus facile avec le programme de Sarkozy qui ne brouille pas les pistes, comme le faisait Chirac en étendant le rideau de fumée de la fracture sociale.

Nous avons appuyé les mesures de Lionel Jospin qui nous paraissait positives. Il n'y en avait pas beaucoup, il y en aura encore moins avec Ségolène Royal, sauf si elle prend conscience, au fur et à mesure de la campagne, qu'il lui faut gauchir son programme pour gagner. En tous les cas nous devrions appuyer tout pas en ce sens comme nous devrions aussi l'interpeller (mais toujours au nom de la victoire contre la droite) quand elle dérape dans l'autre sens.

Mais notre fil à plomb devrait être la défaite de la droite car sans cette défaite (et donc sans une victoire de la gauche à la présidentielle et aux législatives) tout sera infiniment plus difficile, aussi bien dans la société que dans le Parti Socialiste. Il ne faudrait surtout pas oublier, en effet, que c'est pendant que Thatcher transformait le Royaume Uni « en un champ de ruines parcouru par des Rolls » que Anthony Blair faisait main basse sur le Labour et le transformait en New Labour.

Jean-Jacques Chavigné